



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes75@orange.fr

07/01/2021

Sahel : arrêt des opérations militaires néo-coloniales

et retrait des troupes françaises.

La liste des militaires tués au Mali et dans le Sahel ne cesse de s'allonger. Trois soldats du 1^{er} régiment de chasseurs de Thierville-sur-Meuse ont perdu la vie dans l'explosion d'une bombe artisanale le 28 décembre, cinq jours après deux soldats de régiment de hussards d'Haguenau sont morts dans les mêmes circonstances. Dimanche 3 janvier, près de Douentza dans le centre du pays, des villageois maliens dénoncent une bavure des militaires contre des civils, entre 6 et 20 personnes ont été tuées, dont des enfants. Alors que la France annonce des « dizaines de djihadistes » neutralisés selon les militaires français, relayés par la ministre Florence Parly ... Début décembre le chef d'état major Lecointre déclarait : « il y a une amélioration de la situation sécuritaire » ... preuve que non les groupes djihadistes y multiplient les attaques.

Depuis le début de l'intervention française au Mali on voit une hausse du nombre de massacres ethniques, d'exécutions extrajudiciaires et de crimes de guerre. L'intervention française dans le Sahel a eu pour conséquence l'extension du terrorisme et de l'insécurité⁽¹⁾.

Le Sahel est un territoire de 10 millions de km², soit deux fois et demi la superficie de l'Union Européenne aussi grand que la Russie ou l'Amérique, l'État y est quasiment absent et son sol renferme des richesses énergétiques et minières très importantes. 40% du trafic aérien mondial passe par le Sahel. La route de la soie qui doit traverser toute l'Afrique passe elle aussi par le Sahel. Celui qui dominera cet espace dominera toute l'Afrique.

Dans cet espace militaire traditionnellement "réservé" aux anciennes puissances coloniales et les U.S.A de nouveaux acteurs impérialistes se révèlent, la Russie, la Chine, la Turquie, les Émirats arabes unis, le Japon, Israël... tous cherchent à placer leurs pions en Afrique et à y développer une "coopération" militaire pour spolier les peuples.

Tous ces facteurs font que le Sahel constitue un territoire stratégique et l'objet de grandes convoitises entre impérialistes.

Pour maintenir l'insécurité dans le Sahel et prolonger, la présence militaire étrangère sur ces territoires, le terrorisme constitue une carte maîtresse, permettant de faire du chantage et d'exercer des pressions sur les États pour accepter l'installation de bases militaires dans leur pays, ainsi les autorités politiques nigériennes ont loué tout le nord de leur pays pour l'installation de plus de dix bases militaires étrangères, aux frontières sud de l'Algérie !

Le coup d'État, au Mali, a installé une transition politique qui a libéré 210 terroristes et tente de calmer la colère de la rue contre la présence française dans le pays. Des négociations ont lieu entre les nouveaux dirigeants maliens et des groupes djihadistes.

La ministre des armées a indiqué que la France va "très probablement" réduire les effectifs de sa force antidjihadiste Barkhane au Sahel : l'effectif de cette force est de 5.100 hommes en 2020. Une décision sera prise à l'occasion du prochain sommet conjoint de la France et des pays du G5 Sahel en février à N'Djamena. Nous exigeons depuis le début le retrait des troupes françaises du Sahel (Mali, Burkina, Niger, Tchad...). Les peuples de ces pays l'exigent aussi de plus en plus.

La crise que connaît cette région ne peut avoir de solution que politique, économique et sociale. Les peuples doivent choisir leur destin, ce qui implique l'arrêt des opérations militaires néo-coloniales.

Il ne pourra pas y avoir de réelle indépendance du Mali comme des autres pays de la région sans que ne cessent ces interventions impérialistes.

⁽¹⁾ Entre février et avril 2020, Amnesty international documente 199 incidents commis par les forces maliennes, nigériennes ou burkinabées ayant entraîné 57 exécutions extrajudiciaires et 142 disparitions.

Entre le 1^{er} avril et le 30 juin 2020, la division des droits de l'homme et de la protection (DDHP) 632 cas de meurtres, exécutions sommaires, enlèvements, viols, atteintes à l'intégrité physique, intimidations et menaces. Pendant cette période, 323 personnes, dont 23 enfants et 11 femmes, ont été tuées. Sur les 632 abus relevés, 126 leur sont imputés aux forces armées maliennes, dont 94 exécutions sommaires et arbitraires. L'armée burkinabée est accusée de 50 exactions commises sur le sol malien et les groupes djihadistes de 123. De plus 63 attaques de villages ont été recensées, menées par des milices d'autodéfense peules, dogons ou bambaras, ayant provoqué la mort de 172 personnes. Entre janvier 2019 et juin 2020, « 1400 » civils ont été tués dans ces violences communautaires.